

ZIMBABWE

OPÉRATION *MURAMBATSVINA* (RÉTABLIR L'ORDRE) – MAISONS DÉTRUITES, EXISTENCES ÉBRANLÉES

On estime à 700 000 le nombre de personnes ayant perdu en 2005 leur domicile, leurs moyens de subsistance ou les deux, à la suite de la campagne d'expulsions et de démolitions massives de quartiers et de commerces informels menée par le gouvernement zimbabwéen.

Les expulsions massives ont eu lieu sans préavis, en l'absence de décisions de justice ou de mesures appropriées de réinstallation, ce qui constitue une violation des obligations du Zimbabwe au regard du droit international relatif aux droits humains. La police et l'armée ont eu recours à une force excessive, des biens ont été détruits, des personnes ont été frappées.

En juin 2005, le gouvernement a lancé l'opération *Garikai/Hlalani Kuhle* (Vie meilleure), affirmant qu'elle allait permettre de reloger les personnes qui avaient perdu leur domicile lors de l'opération *Murambatsvina*. Or, les victimes de *Murambatsvina* ont été très peu nombreuses à bénéficier de l'opération *Garikai/Hlalani Kuhle*, qui n'était pas davantage conforme aux normes internationales relatives au logement convenable. Beaucoup se sont vu attribuer un petit lopin de terre, à charge pour elles d'y bâtir une maison, sans la moindre assistance ; qui plus est, au moins 20 % des maisons effectivement construites ont été réservées à des policiers, à des soldats ou à d'autres membres de la fonction publique.

Une grande partie des personnes expulsées en 2005 continuent de vivre dans des conditions déplorables. Pour beaucoup de familles, ces conditions se sont encore aggravées à la suite des violences électorales de 2008 et en raison de la détérioration de l'économie, qui s'est traduite par une très forte progression du chômage.

